

### **Réponses ELE**

## **CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-007 DU 19 MARS 2020 RELATIVE A LA COMPOSANTE DE SOUTIRAGE DES PROCHAINS TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS D'ELECTRICITE « TURPE 6 »**

*Ce document a été rédigé par ELE, syndicat professionnel représentant des Entreprises Locales d'Énergies, en collaboration avec ses adhérents. ELE regroupe des ELD (GRD et Fournisseurs) et des producteurs d'énergie, représente ses membres au niveau national, organise et anime les échanges d'expertises et d'expériences sur les sujets métiers et dans le domaine social, accompagne ses adhérents dans la compréhension et la mise en œuvre de la réglementation.*

### **Introduction**

ELE partage l'analyse de la CRE s'agissant des transformations en cours dans le système énergétique français. Si l'on peut se féliciter d'une stabilisation de la consommation, les usages restent encore fortement thermosensibles et les infrastructures doivent être dimensionnées pour faire face aux pointes de consommation et de production. Ce dimensionnement est réalisé à la construction des ouvrages (en fonction d'hypothèses d'usage et de foisonnement), ouvrages construits pour 50 ans en moyenne, et conditionne, sur la durée, les charges fixes de capital à venir pour les gestionnaires de réseaux (y compris sur les réseaux construits dans le passé).

En outre, le développement des énergies renouvelables se poursuit et induit effectivement des besoins d'investissements importants, en particulier dans les territoires ruraux. Les raccordements sont aujourd'hui très majoritairement réalisés sur les réseaux de distribution et en zone rural avec de faibles consommations locales. C'est pourquoi ELE tient à nuancer l'affirmation de la CRE selon laquelle les productions ENR « *peuvent contribuer à diminuer les flux sur les réseaux et à réduire les pertes* ». En effet, si cela peut être vrai à l'échelle nationale et au niveau du réseau de transport, c'est absolument contestable à l'échelle locale. En effet, l'essentiel de la production ENR est raccordé au niveau de tension HTA puis refoulée sur le réseau de transport via des départs HTA (voir désormais des transformateurs HTB/HTA) dédiés. Vu du gestionnaire de réseau de distribution, les flux sur ces réseaux HTA et les pertes associées augmentent fortement.

Par ailleurs, le développement des compteurs évolués devrait effectivement devenir un outil au service de l'efficacité énergétique. Les ELD ont engagé le déploiement des compteurs *Linky* mais avec un niveau d'avancement très variable qui pourra aller au-delà de 2024 (comme c'est par exemple le cas pour GEREDIS Deux-Sèvres dont la fin du déploiement prévisionnel est prévu en 2027). Elles souhaitent d'ailleurs attirer l'attention de la CRE sur deux aspects :

- Le déploiement des compteurs évolués est un investissement majeur dont l'équilibre financier est absolument impossible sur les territoires ruraux (taux plus important de concentrateurs, de compteurs triphasés, temps de déplacement plus importants...etc.), et il est indispensable que ces surcoûts structurels puissent être couverts,
- Les compteurs *Linky* offrent la possibilité aux fournisseurs de proposer des calendriers spécifiques (non calés sur la structure tarifaire TURPE) et il conviendra d'être vigilant sur le fait que ces nouveaux tarifs n'entraînent pas une resynchronisation des usages et une augmentation des pointes de consommation.

Il est également important de noter que l'activation d'un calendrier tarifaire spécifique au fournisseur n'aura d'intérêt pour la collectivité que s'il est partagé avec le GRD et non uniquement au périmètre du seul client.

De plus, ELE et les entreprises qu'elle représente, souhaitent attirer l'attention de la CRE sur les surcoûts liés à la crise sanitaire. Ceux-ci sont de plusieurs ordres. On peut ainsi par exemple citer :

- D'abord, la baisse de consommation constatée aura un impact sur les recettes du TURPE, qu'il sera nécessaire de prendre en compte au-delà du plafond du CRCP.
- Ensuite, des surcoûts associés à la mise en œuvre des prescriptions gouvernementales pour faire face à l'épidémie de COVID-19 sont d'ores et déjà constatés sur les bordereaux de travaux et de prestations (les échanges avec les prestataires laissent présager un surcoût pouvant atteindre 15%), surcoûts qui risquent de s'étaler sur plusieurs années.
- Par ailleurs, un accroissement des charges liées aux impayés des factures d'acheminement du fait de la crise économique associée à la crise sanitaire.
- Enfin, on peut aussi noter un accroissement des charges nettes d'exploitation et plus précisément des charges salariales en lien avec l'impossibilité de procéder aux travaux d'investissement durant plusieurs mois de l'année 2020.

Il conviendrait donc que la CRE prenne en compte ces évolutions non seulement à court terme dans le TURPE5 mais aussi dans le cadre de la composante de soutirage des prochains TURPE.

Enfin, ELE rappelle que les réseaux publics de distribution et de transport d'énergie jouent un rôle majeur dans la transition énergétique et permettent ainsi la solidarité entre les territoires. Ces réseaux apportent de nombreux services à la collectivité des utilisateurs de réseau telle qu'une puissance garantie, la qualité de l'électricité, avec une tension et une fréquence stables, ou encore la puissance de court-circuit. Il est donc primordial que les nouveaux usages tels que l'autoconsommation individuelle ou collective, dont les durées d'utilisation en injection ou en soutirage peuvent paraître faibles, participent pour autant à la juste hauteur du recours aux divers services apportés par les réseaux publics d'électricité.

### ***Réponses aux questions de la consultation***

#### ***Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?***

Les ELD adhérentes d'ELE sont favorables aux principes identifiés par la CRE. En revanche, ELE rappelle l'attachement de ses adhérents à deux principes :

- Simplicité : Etant donné des conséquences sur les SI des GRD, il est souhaitable d'instaurer un principe de simplicité.
- Couverture des coûts des GRD : Si l'acceptabilité pour les clients finaux est importante, celle pour les GRD doit l'être aussi. Le principe de couverture des coûts supportés par les GRD doit demeurer un principe cardinal du TURPE conformément à [l'article L341-2 du code de l'énergie](#).

***Question 2 : Etes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?***

La CRE indique dans sa consultation publique n°2020-007 que, dans le cadre des travaux sur TURPE 6, elle s'est appuyée sur des données de réseaux plus robustes et de coûts plus fiables ainsi que sur des échantillons d'utilisateurs plus représentatifs (près de 15 fois supérieurs à la période TURPE5). ELE est donc favorable à toute évolution permettant d'affiner les modélisations et les méthodes de calcul.

En revanche, les données communiquées par la CRE sur la méthodologie ne sont pas encore suffisamment détaillées pour permettre à ELE de donner un avis circonstancié. Un tableur Excel détaillant les calculs et graphiques présentés dans la consultation publique aurait permis à ELE de se prononcer précisément sur les évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage.

Il est par exemple mentionné que « les coûts d'infrastructure sont supposés entièrement expliqués par la capacité du réseau du domaine de tension considéré ». Comment traite-t-on dans ce cas dans la modélisation les coûts spécifiques des producteurs qui sont raccordés directement sur un départ dédié HTA au niveau d'un poste source HTB/HTA (parfois de plusieurs dizaines de kilomètres) et qui utilisent ce réseau uniquement pour les besoins limités de consommation des auxiliaires ?

En revanche, ELE est favorable aux grands principes édictés par le CRE sur cette méthodologie et notamment la prise en compte du principe du coût marginal.

***Question 3 : Etes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?***

Les ELD adhérentes d'ELE sont globalement favorables à cette évolution des grilles HTB.

La CRE présente une facture à la baisse de l'ordre de -0,1 à -0,5% (p.25 de la consultation) pour la distribution d'électricité. Cette légère diminution annoncée est en effet cohérente avec les résultats des simulations effectuées par les ELD. De façon plus détaillée, les simulations montrent une légère diminution sur le TURPE HTB en moyenne et longue utilisation, et à contrario de forts impacts à la hausse en HTB1 courte utilisation (prégnance des ENR) aux alentours de 10%.

En revanche, ELE regrette que la CRE n'ait pas communiqué, dans sa consultation publique n°2020-007, les grilles cibles HTB jusqu'en 2024 afin de pouvoir vérifier l'évolution de sa marge brute entre les achats amont des ELDs adhérentes à ELE (majoritairement HTB) et les recettes TURPE (majoritairement HTA, BT>36 kVA et <36 kVA).

***Question 4 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT > 36 kVA ?***

Les ELD adhérentes d'ELE sont globalement favorables à cette évolution des grilles HTA et BT >36 kVA. Elles se satisfont notamment du rééquilibrage amorcé par la CRE entre la part fixe et la part variable du TURPE. Elles appellent d'ailleurs de leurs vœux à ce que cette évolution soit poursuivie.

En revanche, ELE regrette que la CRE n'ait pas communiqué, dans sa consultation publique n°2020-007, les grilles cibles HTA et BT>36 kVA jusqu'en 2024 afin de pouvoir vérifier l'évolution de sa marge

brute entre les achats amont des ELDs adhérentes à ELE (majoritairement HTB) et les recettes TURPE (majoritairement HTA, BT>36 kVA et <36 kVA).

***Question 5 : Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?***

Les ELD adhérentes d'ELE estiment que le maintien de l'option HTA à pointe mobile ne présente que très peu d'intérêt (ce tarif n'ayant été souscrit par aucun client) au regard des coûts informatiques de développement, de maintenance et de supervision associés pour maintenir et suivre le dispositif d'envoi des ordres de pointe mobile. Même quand les développements informatiques ont été réalisés, cela demande un suivi et des mises à jour, alors que c'est une option qui n'est pas souscrite (0,11% au niveau national). Toutes les ELD sont favorables à sa suppression, compte tenu des coûts de maintenance induits.

ELE est donc favorable à la suppression de l'option HTA à pointe mobile.

***Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en œuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?***

La progressivité annoncée est sans doute le moyen le plus souhaitable. La mise en œuvre semble cependant suspendue au déploiement réel des compteurs *LINKY* et à leur opérabilité, notamment dans les territoires ELD.

Les ELD adhérentes d'ELE sont cependant favorables à une généralisation des options à 4 plages temporelles et aux modalités de transition envisagées par la CRE.

ELE demande le maintien des options non saisonnalisées et dérogatoires (base CU, base LU et MU DT) au-delà de 2024 c'est-à-dire également sur la prochaine période TURPE 7 (soit jusqu'en 2028) accessible uniquement aux consommateurs non équipés de compteurs évolués afin de prendre en compte les calendriers validés par la CRE de déploiement des compteurs évolués notamment d'EDF SEI et de GEREDIS.

En outre, pendant la période intermédiaire pour les clients qui ne sont pas encore équipés de compteur évolué, les options non saisonnalisées devront continuer à faire l'objet d'une construction tarifaire cohérente, afin d'éviter une reconstruction artificielle complexe et potentiellement discriminatoire.

***Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles BT ≤ 36 kVA ?***

ELE est globalement favorable à cette évolution des grilles BT <36 kVA. ELE se satisfait notamment du rééquilibrage amorcé par la CRE entre la part fixe et la part variable du TURPE. Il appelle d'ailleurs de ses vœux à ce que cette évolution soit poursuivie.

***Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?***

ELE y est favorable à la fois pour des raisons de simplification et de coûts de développements SI évités. De plus, les ELD ne sont pas aussi avancées qu'ENEDIS dans le calendrier de déploiement des compteurs évolués.

En outre, pendant la période intermédiaire pour les clients qui ne sont pas encore équipés de compteur évolué, les options non saisonnalisées devront continuer à faire l'objet d'une construction tarifaire cohérente, afin d'éviter une reconstruction artificielle complexe et potentiellement discriminatoire.

***Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?***

ELE estime qu'il est effectivement pertinent de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui ont refusé la pose du compteur *Linky*. Ce surcoût devra être publié au plus vite par la CRE afin de pouvoir en informer les utilisateurs de réseau, désireux de refuser la pose des compteurs *Linky*. Une communication de ce surcoût même estimative avec la dernière consultation publique d'octobre 2020 permettrait de donner de la visibilité à l'ensemble des acteurs.

Sous réserve que le déploiement des compteurs évolués par les ELDs soit achevé, il conviendra également de s'interroger sur la possibilité laissée à ces clients de disposer d'un tarif à différenciation temporelle qui nécessite le maintien (voir le renouvellement en fin de vie) des équipements de TCFM nécessaires à l'envoi des ordres tarifaires pour ces clients.

***Question 10 : Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?***

ELE y est favorable. L'intérêt est de lisser les courbes de charge et limiter les pointes sur les réseaux.

***Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension  $\leq 36$  kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?***

Les ELD adhérentes d'ELE, sont défavorables à l'introduction d'un dénivelé de puissance en BT $\leq 36$  kVa dans le TURPE 6 notamment pour des questions de calendrier et de complexité en lien avec le principe de lisibilité. En outre, la souscription de puissance est une part fixe importante du TURPE qui vient couvrir des coûts fixes d'amortissement et d'entretien annuel des ouvrages indépendamment de leur utilisation saisonnière ou non. Ainsi, un ouvrage utilisé uniquement en été (résidence secondaire par exemple) est maintenu sous tension, entretenu, exploité et amorti toute l'année.

Les ELD adhérentes d'ELE sont d'accord sur le fait que l'introduction de dénivelé de puissance ne constitue pas une évolution prioritaire et pourra être étudiée à nouveau dans le cadre du TURPE 7.

***Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées***

Les ELD adhérentes d'ELE partagent l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue.

Il conviendrait même d'étendre cette règle aux résiliations et mise en service. En effet, certains utilisateurs résilient leurs contrats sur certaines périodes saisonnières et ne payent aucun TURPE alors même que les ouvrages qui les alimentent sont maintenus sous tension et entretenus toute l'année. A cet égard, un principe de facturation du montant annuel des parts fixes si le même utilisateur demande une mise en service moins de 12 mois après une résiliation, est à prioriser.

ELE attire l'attention de la CRE sur les utilisateurs saisonniers, qui devraient s'inscrire également dans ce cadre-là.

De plus, telle que la question est rédigée, l'existence d'options saisonnalisées semble une condition de ce maintien. Cela ne convient pas aux ELD représentées par ELE, les risques d'arbitrage n'étant pas conditionnés par la présence ou l'absence d'options saisonnalisées.

***Question 13 : Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?***

ELE a noté que les dispositions tarifaires relatives à l'autoconsommation feraient l'objet d'une consultation spécifique en octobre 2020.

Les ELD adhérentes d'ELE n'ont pas de remarques sur ces dispositions tarifaires mais estiment qu'un éclaircissement est nécessaire sur l'application des différentes taxes sur l'énergie autoconsommée (CTA, TVA, TICFE, taxes locales...etc.).